

lation à laquelle ils s'adonnent au détriment du bien-être du monde entier, et non seulement à celui des pays où se trouve leur bureau principal.

Je soutiens que c'est là le problème fondamental—et je ne nie pas que voilà ma façon de protester contre le capitalisme effréné qui permet ce genre de spéculation de la part des grandes sociétés nationales et internationales et qui se refuse à toute proposition recommandant qu'une autorité quelconque, soit nationale soit supranationale, régisse de quelque manière de telles activités qui portent atteinte au commerce international et par conséquent au bien-être des nations.

Je m'oppose au régime qui permet à ces sociétés de dévaster les monnaies et la situation économique dans divers pays, car chaque fois qu'on annonce qu'un pays a perdu la confiance du marché monétaire international, on veut dire que les dépenses de son gouvernement dans le domaine du bien-être social devraient diminuer. J'espère que mon ami le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), qui siège tout près de moi et qui est bien plus gros et bien plus fort, ne deviendra pas trop violent en m'entendant dire que lorsque lui-même et d'autres nous recommandent de nous inquiéter de la confiance accordée à nos devises sur le marché monétaire international, de mettre notre maison en ordre et de réduire les dépenses publiques, que lorsqu'ils prononcent de petites homélies montrant que les pays qui éprouvent des difficultés doivent rentrer les cornes et redresser leurs affaires s'ils veulent que leurs monnaies regagnent la confiance mondiale, ils ne demandent rien de moins que la réduction du niveau de vie de la population. Ils veulent dire qu'il faut restreindre les dépenses pour les mesures de bien-être et de sécurité sociale et diminuer les placements pour de nouveaux emplois. C'est ce dont ils parlent constamment et c'est ce qu'ils entendent par la confiance du marché financier et par le rétablissement des affaires internes. Je suis contre. C'est ce que la France a dû faire dans l'actuel plan monétaire international, de même que la Grande-Bretagne à cause de ses difficultés monétaires. Au lieu de pouvoir s'occuper de leur économie interne en fonction du bien-être du peuple, ils ont été forcés par les spéculateurs internationaux de se serrer la ceinture, soit, en fait, la ceinture des travailleurs de Grande-Bretagne et de France. C'est ainsi que je vois le système monétaire international et je n'en rougis pas. Je ne me préoccupe guère de cette sacrée mythologie, du mystère, du secret qui entoure les opérations du marché monétaire international.

[M. Lewis.]

Le ciel m'a peut-être doté d'assez d'intelligence pour comprendre comment fonctionnent ces mécanismes, et j'ai étudié la question quelque peu. Je ne tiens pas à savoir comment les gens sont manœuvrés; seul m'intéresse le fait qu'ils sont manœuvrés par un système international qui ne tient aucun compte de la stabilité économique d'un pays ni de ses objectifs économiques, et qui ne traduit pas nécessairement la stabilité et les objectifs du pays qui pourra facilement devenir, quel que soit l'état de son économie, la victime de ceux qui manipulent les devises internationales, comme on l'a déjà dit.

La seule critique que je puisse formuler à l'endroit des autorités canadiennes—et je m'exprime ainsi, car je ne crois pas que le ministre soit à blâmer—je l'adresse au ministre des Finances et à la Banque du Canada en général, tous deux ayant à leur tête des dirigeants, pour orthodoxes qu'ils soient, n'en sont pas moins très compétents. Je demande donc aux compétences du monde financier et du monde monétaire international d'être un peu moins orthodoxes et d'envisager ces problèmes en songeant moins à étudier le mécanisme de la chose qu'à améliorer le sort des hommes.

C'est pour ces raisons que nous, dans notre parti, croyons que les droits de tirage spéciaux sont un complément utile au fonds commun des réserves internationales—il n'y a aucun doute à ce sujet—mais je me risque à insinuer qu'ils ne constitueront qu'un palliatif pour une période relativement courte.

Ce que j'ai lu au sujet de l'importance des droits de tirage spéciaux ne me porte pas à croire que cette période sera très longue. Ce qu'on propose d'ajouter au fonds commun des réserves internationales ne me semble pas, dans la perspective générale, suffisant même à l'heure actuelle. A mon avis, il y a certaines autres choses que nous-mêmes et nos spécialistes financiers à Ottawa devrions considérer. Je serais surpris qu'ils ne l'aient déjà fait, mais je les prierais de le faire avec plus d'empressement. Je leur demanderais d'improviser, d'insister et de s'imposer sur ces questions.

La première chose à envisager, c'est un changement de mentalité en ce qui concerne le taux fixe de changes. Le député d'Edmonton-Ouest a fait une remarque tout à fait légitime au sujet de feu le député de Nanaïmo-Cowichan-The Islands qui proposait des taux de changes libres ou flexibles. Il a dit que M. McLaughlin, président de la Banque Royale du Canada, vient de faire la même proposition, et il trouve cette association pour le moins étrange. Il est significatif, me semble-t-il, que le député d'Edmonton-Ouest ne soit pas prêt à prendre pour argent comptant la parole de mon défunt ami, mais du moment